N°483. DU 23 AU 29 JUILLET 2011. 15 DH. 3 €

ENQUÊTE

TelQuel décrypte toutes les offres bancaires pour financer l'après-bac

ÉTUDES À TOUT PRIX

TELQUEL

LE MAROC TEL QU'IL EST

POURQUOI

EL HIMMA DOIT PARTIR

Le roi a (peut-être) besoin de son "ami", *mais* la rue et la classe politique ne veulent plus de lui.

www.telquel-online.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION KARIM BOUKHARI

KARIM BOUKHARI

Au revoir et merci

Cela fait très exactement quatre ans que Fouad Ali El Himma a quitté le gouvernement pour rejoindre ce qu'on peut appeler le "jeu" démocratique, d'abord via le Mouvement pour tous les démocrates, ensuite le PAM. Bien entendu, son parti et lui ont pratiquement tout gagné, mais nous, qu'y a-t-on gagné ? Pas grand-chose. Et qu'y a-t-on perdu ? Beaucoup.

Récapitulons. El Himma a "déboulé" en politique pour deux raisons essentielles. La première, c'est qu'il était et il se veut toujours le représentant de "dieu", c'est-à-dire du roi, en politique. C'est quelque chose que l'on peut, à la limite, faire l'effort de comprendre : Mohammed VI étant un arbitre au-dessus de la mêlée, il a choisi de tout déléguer à El Himma, son confident et ami, devenu de facto l'œil et l'oreille du roi. Soit. El Himma a porté la pensée de son ami le roi, il l'a si bien fait que des milliers de Marocains ont cru bon de lui concéder jusqu'au rituel du baise-main, mais au final le résultat est bien décevant : ni El Himma, ni le PAM n'ont fait avancer la cause de la démocratie. Ils ont, au contraire, contribué, peut-être à leur corps défendant, à pervertir le champ politique et à rendre la démocratie marocaine plus impopulaire que jamais. Sans le PAM, la démocratie marocaine était médiocre. Avec le PAM, elle est perverse.

SANS EL HIMMA ET LE PAM, LA DÉMOCRATIE MAROCAINE ÉTAIT MÉDIOCRE. AVEC LE PAM, ELLE EST PERVERSE.

La deuxième raison qui explique l'irruption d'El Himma en politique est encore plus vicieuse : contrecarrer le projet obscurantiste qui menace le royaume, en clair faire barrage à la montée du PJD (puisque la gauche en est incapable). Cette mission avait, sur le papier, de quoi appâter les plus démocrates parmi nous. Est-ce que Fouad El Himma a réussi son pari ? Clairement non. Au-delà des chiffres trompeurs (nombres d'élus, de conseillers, etc), nous savons tous que les islamistes restent la première force mobilisatrice du pays. Et le PAM, pourtant catapulté premier parti au royaume, n'y a rien changé.

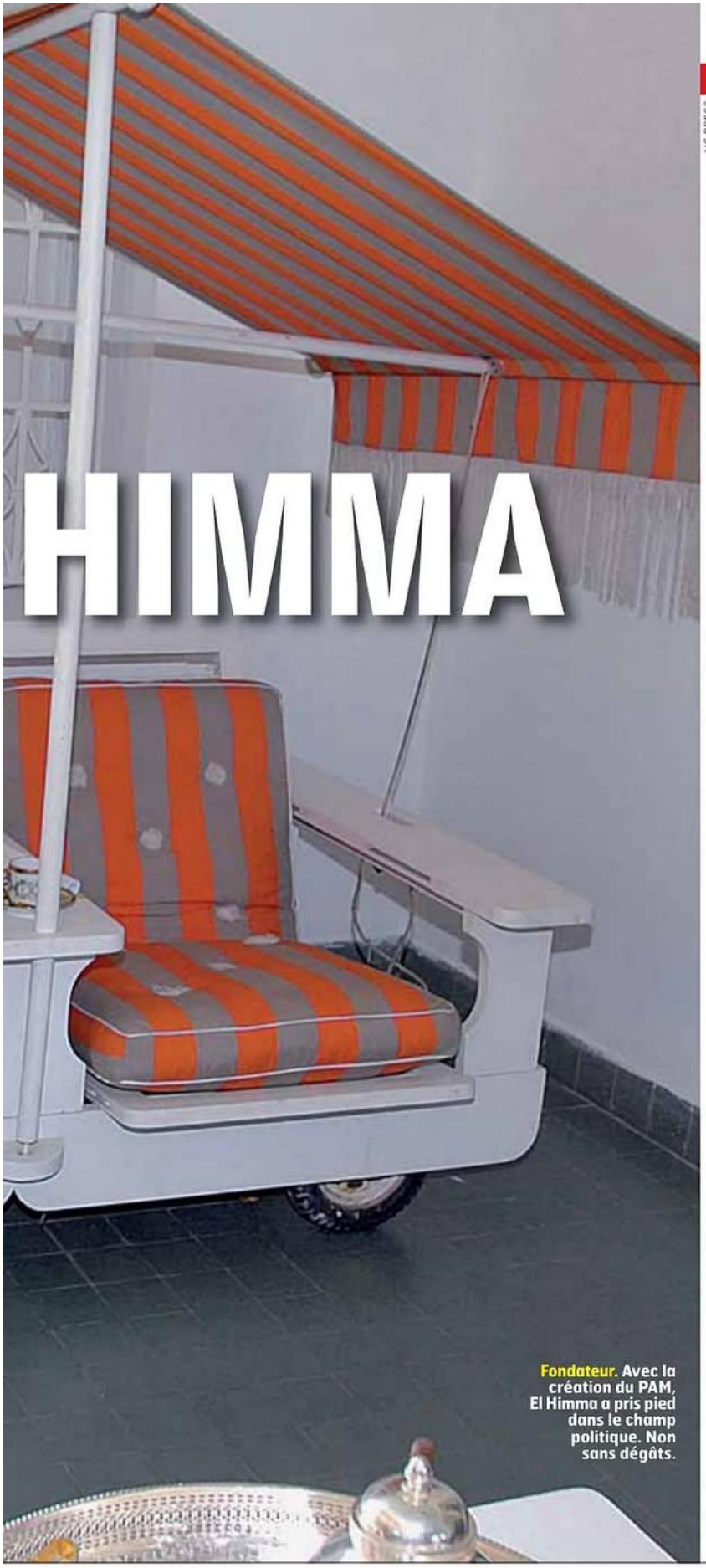
En résumé, et avec tout mon respect pour les quelques personnes de qualité qui siègent encore au PAM, El Himma a construit un parti bidon et il n'a pas pu mettre à genoux le projet islamiste. Il a échoué. Son projet, du coup, devient caduc. Le PAM, qui est à Mohammed VI ce qu'aura été le FDIC à Hassan II (en gros un remède temporaire), ressemble aujourd'hui à un ovni politique et à un médicament périmé. A quoi peut-il encore servir ?

Cela fait cinq mois, depuis le 20 février, qu'El Himma figure en tête de liste des personnalités les plus décriées. Il y a quasi unanimité contre lui. La rue réclame sa tête et les principaux partis politiques aussi, même si personne n'a le courage de le déclamer publiquement. Je me joins à ce petit cortège et je le dis clairement : El Himma doit quitter le "jeu" politique. Il est temps. Le Maroc de 2011 n'est pas celui de 2007. Quatre ans, c'est une éternité. El Himma, tout sourire, a pu avancer en terrain conquis. Il avait pour lui tout l'appareil de l'administration (des gouverneurs aux walis, en passant même par plusieurs ministres qui lui devaient leur nomination), mais il y a un moment où l'on se demande : pourquoi ? A quoi bon ? Quel est le but ? Tout cela est-il bien utile ?

Nous sommes à quelques semaines des élections législatives et le tort serait de croire que la parenthèse "révolutionnaire" est définitivement refermée. Ce serait une grave erreur. Le PAM, et El Himma en tête, ont-ils bien analysé les événements en cours ? Si oui, il faudrait que l'ami du roi quitte l'arène politique sans plus tarder. Si le roi, et c'est son droit le plus absolu, a besoin de ses services, il peut toujours l'intégrer au sein de son cabinet de conseillers. Personne n'y trouverait à redire, du moment que le roi peut s'entourer de qui il veut. Mais si, comme tout porte à le croire, le député de Rhamna se présente aux prochaines élections et continue de participer au "jeu" démocratique, il nous fait courir de gros risques. Lahcen Daoudi, numéro 2 du PJD, nous dit dans le dossier de la semaine (p. 14), que Si le PAM et El Himma gagnent aux prochaines élections, *"nous serons alors tous des 20 févriéristes"*. Khadija Rouissi, qui vient de claquer la porte du PAM en début de semaine, porte une analyse encore plus fine : on ne peut pas faire semblant et reprendre les mêmes (et tout recommencer) comme si de rien n'était. Je vous le dis : avec la perspective d'un PAM vainqueur aux législatives et d'un El Himma reconduit à la députation, le Maroc tient une vraie bombe à retardement. Attention. ■

TOUS CONTRE EL

HIMMA



AIC PRESS

Fondateur. Avec la création du PAM, El Himma a pris pied dans le champ politique. Non sans dégâts.

Le roi a (peut-être) besoin de son "ami", mais la rue et la classe politique ne veulent plus de lui.

PAR **MEHDI MICHBAL**

Cela ne surprend plus personne. Depuis quelque temps, les attaques contre le PAM et son fondateur Fouad Ali El Himma sont devenues monnaie courante et font les choux gras de la presse. Le PAM est traité de tous les noms : *"prédateur"*, *"éradicateur"*, *"terroriste"*, *"parti cocotte-minute"*, *"menace pour la démocratie"*... Les qualificatifs sont variés mais veulent tous dire une seule chose : *"PAM dégage !"*. Le tonitruant Abdelilah Benkirane, chef du parti islamiste PJD, est même allé jusqu'à comparer El Himma à Oufkir et Dlimi, lui conseillant de *"tirer les leçons de l'histoire de la fin malheureuse de ces deux généraux"*, jadis piliers du régime de Hassan II. Benkirane en plein délire ? Il est plutôt dans son rôle. *"C'est le PAM qui a commencé la guerre. Il a été créé pour nous éradiquer. Nous ne faisons que lui rendre la monnaie"*, déclare l'islamiste en chef du royaume. Menée sur le champ médiatique par Benkirane et ses amis, cette escalade contre le dernier-né des partis, devenu en deux ans la première force politique du pays, est largement soutenue par des formations dites historiques comme l'USFP, l'Istiqlal, mais surtout le PPS de Nabil Benabdellah. *"Nous étions les premiers avec le PJD à dénoncer*

TNIOUNI

Objectif. La création du PAM visait tout d'abord à contrer les islamistes du PJD. Ce dernier en sort grandi.

l'hégémonie du PAM", lance-t-il, pas peu fier. Seule différence avec le PJD, *"la manière de faire et de dire les choses"*. Plus posé, moins populiste, l'ex-porte-parole du gouvernement Jettou évite toutefois de personnaliser le débat. *"Nous n'avons rien contre El Himma. Ce sont plutôt les pratiques de son parti qui posent problème"*, souligne-t-il. Les ex-communistes ont même exigé de couper toutes les têtes liées au PAM dans les administrations territoriales, condition sine qua non, selon eux, pour l'organisation d'élections "transparentes" et "crédibles", rejoignant ainsi les islamistes dans leur cabale médiatique contre le parti de "l'ami du roi". Une convergence d'intérêts qui a fait des deux formations, que tout sépare, des alliés objectifs... poussant Benkirane à offrir publiquement sept maroquins ministériels au PPS en cas de victoire aux prochaines élections législatives. Une sorte de tribut de guerre que le PJD voudrait bien partager avec son désormais allié de *"circonstance"*, comme tient à nuancer Benabdellah !

Il faut achever le taureau

Affaibli par la bronca de la rue et par les copieux "dégage !" scandés par les "20 févriéristes" qui l'associent systématiquement à l'hégémonie du Palais sur les affaires politiques, le PAM et son fondateur sont donc devenus une cible facile. Une cible à abattre, à mettre illico presto sur le tapis... On ne cherche plus à gagner des points, on veut le KO : quand le taureau est à terre, il faut l'achever. Et plus les élections législatives approchent, plus le ton "inquisiteur" monte d'un cran. *"Cette escalade contre le PAM s'inscrit bien évidemment dans le sillage de la campagne électorale. Un parti comme le PJD, fragilisé en interne par son non-soutien au Mouvement du 20 février et par son discours archi-royaliste, essaie aujourd'hui de se refaire une virginité, rameuter ses bases et séduire l'opinion publique en s'attaquant à l'un des symboles du régime, qui est Fouad Ali El Himma. Et cela est parfaitement légitime en politique"*, analyse Aziz Chahir, professeur et chercheur en sciences politiques à l'université internationale de Rabat. Le PAM, pendant ce

ZOOM. Le tracteur en chiffres

- Le PAM compte **74 élus** à la deuxième chambre, que son secrétaire général Mohamed Biadillah préside depuis avril 2010.
- Ses **55 députés** à la première chambre font de lui la deuxième force politique du pays, après le Rassemblement constitutionnel unifié, groupe né de l'alliance du RNI et de l'UC (70 sièges), et devant l'Istiqlal (52 sièges).
- Arrivé premier aux élections communales de juin 2009 avec un score de 21,7%, il totalise plus de **6000 élus locaux**.
- Ses élus président **360 communes** sur un total de quelque 1500 au niveau national.
- Plus ancré dans le monde rural, il contrôle néanmoins les mairies de **2 grandes villes** : Tanger et Marrakech.
- Il préside **6 régions** sur les 16 que compte le royaume. ■

temps-là, reste dans l'expectative et les rares sorties médiatiques de ses dirigeants sont souvent timides. Peut-être pas par *"manque d'arguments"* ou de *"courage"*, mais plus par *"intelligence politique"*, fait remarquer cette professionnelle de la communication : *"Quand on est en crise, il vaut mieux se taire et laisser passer l'orage. Les dirigeants du PAM doivent être bien conseillés !"*. Cela n'empêche pas quelques coups de gueule, comme celui du porte-parole du parti, Salah El Ouadie, qui nous avoue, la voix cachant mal sa colère, *"souhaiter parfois ne pas être membre du même parti que Fouad Ali El Himma - afin de ne pas être taxé de clanisme - pour défendre son droit élémentaire à exercer la politique comme tout un chacun, contre les appels hargneux et fascisants l'exhortant à se retirer de la vie politique"*... Reste à savoir si l'ami du roi a vraiment besoin qu'on le défende !

Fouad ne meurt jamais !

Jeudi 14 juillet. Le roi, en vacances au nord depuis l'annonce des premiers résultats du référendum du 1er juillet, fait un saut à Al Hoceïma, "une simple visite privée" dans la capitale du Rif, connue pour ses plages paradisiaques. Pour l'occasion, Mohammed VI embraque à ses cotés son ami de toujours... Fouad Ali El Himma. Plus qu'une simple virée estivale entre "vieux potes", ceci est perçu comme un geste politique. *"L'ami du roi est toujours en place !"*, fait-on remarquer. Personne ne s'en doutait en vérité. Disparu des radars depuis bien des mois, Si Fouad, parfait homme de l'ombre, semble toujours garder une influence sur le cours des choses. Les dernières retouches portées sur le texte de la Constitution, ce serait lui. Il serait même pressenti, d'après le réseau parisien d'intelligence économique Afrique Intelligence, à *"diriger le futur conseil national de sécurité"*, institutionnalisé par la nouvelle Constitution. Difficile de vérifier tout cela, tant les voies du Makhzen sont impénétrables. *"Quand on a été toujours proche*

DÉMISSION.
Le vrai-faux départ d'El Himma

La démission de Fouad Ali El Himma est tombée le 15 mai, moins de trois mois après la première manifestation du Mouvement du 20 février. Et ce n'était réellement une surprise pour personne. Disparu des radars depuis fin 2010, bien avant les premières vagues du printemps arabe, El Himma n'assistait déjà plus aux réunions de son parti. On le disait "fatigué", "déçu", "dégoûté" de la politique. Les "Himma dégage !" et autres slogans appelant à la "dissolution du PAM" et portés par le mouvement de la rue, au plus haut de sa force, l'ont poussé à franchir officiellement le rubicond en présentant sa démission de ses fonctions de président des commissions des élections et de suivi, deux fonctions hautement stratégiques dans un parti. Dans sa lettre de démission adressée au secrétaire général du parti, Mohamed Cheikh Biadillah, l'ex-camarade de classe de Mohammed VI ne fait aucune mention des revendications

TNIOUNI

El Himma se dit "déçu" des luttes marginales que connaît le parti.

de la rue. Sa décision, il la justifie par "les altérations" que le projet politique du PAM a subies, et se dit "déçu" des luttes marginales que connaît le parti. La réaction du bureau national du tracteur ne s'est pas trop fait attendre. Tout en partageant les mêmes constats évoqués dans sa lettre, les dirigeants du PAM refusent la démission de Si Fouad. Normal : le PAM ne peut exister sans son mentor. Le retrait de l'ami du roi signifie tout simplement la mort du parti ! Officiellement, donc, **El Himma est toujours président des deux commissions et reste membre du conseil et du bureau national, les deux plus hautes instances décisionnelles et exécutives du parti.** Il conserve donc le droit de prendre part aux décisions du parti ou encore de se présenter aux élections sous son étiquette. *"La pratique de la démission au Maroc relève de la pure tactique politicienne. On ne démissionne pas pour quitter les affaires, mais pour arracher des choses ou pour abattre un adversaire. Au Maroc, ce n'est pas tant l'acte de démissionner qui importe, mais bien l'impact de cet acte. Les cas de Abdelouahed Radi, Mostafa Ramid ou tout récemment la mairesse de Marrakech sont à ce titre édifiants"*, analyse Aziz Chahir, professeur et chercheur en sciences politique à l'université internationale de Rabat. Une démission trompe-l'œil donc ? *"Non,* répond le porte-parole du parti, Salah El Ouadie. *J'ai rencontré en tout cas El Himma le jour de sa démission, il m'a dit que ce n'était pas du pipeau"*. On verra bien... ■

du roi, on reste toujours influent. Je n'arrive pas à croire qu'El Himma ne joue plus aucun rôle, suppose le patron du parti libéral, Mohamed Ziane. *Même Ahmed Réda Guedira a continué à jouer un rôle après son retrait de la vie politique".*

Ceux qui pariaient sur la mort politique d'El Himma n'ont donc qu'à bien se tenir. Car l'homme n'a jamais vraiment quitté les hautes sphères du pouvoir, ni le PAM d'ailleurs. S'il a démissionné de ses fonctions de président des commissions des élections et de suivi, l'ami du roi reste membre effectif du bureau et du conseil national, les deux plus hautes autorités du parti. Et il suit de très près l'évolution de son "bébé tracteur". Dans les salons rbatis, on murmure que la récente crise du parti à Marrakech n'aurait pas été résolue sans son intervention, lui qui aurait persuadé la mairesse démissionnaire, Fatima Zahra Mansouri, de revenir sur sa décision. Mais le signal le plus éloquent aura été cette annonce de Hamid Narjiss, président PAM de la région Marrakech-Tensift, en marge d'une réunion des instances du parti tenue la semaine dernière dans la ville ocre. Oncle maternel d'El Himma, Narjiss annonce la candidature de son neveu dans son fief natal Benguerir. Un coup de tonnerre que Salah El Ouadie relativise : *"Fouad Ali El Himma n'a habilité personne à rendre publique sa volonté ou non de se présenter aux élections législatives. Le seul organe habilité à statuer en la matière est la commission des élections, relevant du parti".*

Symbole. Même absent de la scène, El Himma a tenu la tête d'affiche de toutes les manifestations du 20 février.

Couper les têtes

Cet éventuel come-back de Fouad Ali El Himma aux affaires a attisé davantage les attaques contre lui et son parti. Premiers à sortir de leurs gonds, les islamistes du PJD prennent désormais un ton menaçant. Une méthode qui a bien marché quand le

PAM. Les sept péchés capitaux

1 AVEUGLEMENT
Créé par Fouad Ali El Himma, ex-camarade de classe de Mohammed VI, le PAM renvoie au FDIC monté dans les années 1960 par Ahmed Réda Guedira, alors très proche de Hassan II, pour contrer les partis nationalistes. Cette image de parti de l'administration qu'il traîne comme un boulet s'est renforcée au fil des mois après l'OPA menée par le parti sur le champ politique.

2 PRÉDATION
Parti de 3 sièges gagnés dans son fief natal des Rhamna, El Himma arrive en moins d'un an à déclasser au parlement le parti de Abbas El Fassi, pourtant arrivé premier aux élections législatives de 2007. Sa recette, un mix de cooptation de notables locaux avides de pouvoir et d'absorptions parfois douloureuses de "hizbicules" en quête de légitimité, fait scandale.

3 HYPOCRISIE
Soutenant le gouvernement à sa constitution, le groupe parlementaire du PAM vire brusquement à l'opposition à la veille des communales de 2009. L'ami du roi devenu premier opposant de gouvernement de Sa Majesté... Le non-sens politique est flagrant !

4 GOURMANDISE
L'obsession électorale pousse El Himma et ses amis à pactiser avec

TNIOUNI

parti a mis en balance sa participation au référendum et la suppression de la liberté de conscience du nouveau texte de la Constitution. *"Si le PAM gagne aux prochaines élections, ce sera un tsunami politique et nous serons alors tous des 20 févriéristes"*, tonne le numéro 2 du parti, Lahcen Daoudi. Pour cela, le parti de la lampe demande simplement à El Himma de *"déclarer publiquement son retrait définitif de la scène politique"* et menace de *"boycotter les élections législatives au cas où le ministère de l'Intérieur ne coupait pas toutes les têtes liées directement ou indirectement à l'ami du roi et son*

"le diable" pour remporter les communales de juin 2009. Le tracteur mise tout sur les notables ruraux et autres "professionnels" des élections, amplifiant au passage le phénomène de la transhumance qu'il était censé combattre, en totale contradiction avec la loi sur les partis et devant le silence complice des autorités et de la justice.

5 MANIPULATION
Fort de son réseau d'influence, Fouad Ali El Himma se sert de sa proximité avec le Palais et de sa parfaite connaissance des rouages de l'administration pour placer ses hommes sur l'échiquier politique, mais surtout pour abattre ses adversaires. Les cas du limogeage du wali de Marrakech, Mounir Chraïbi, ou encore de l'arrestation de l'élu PJD, Jamaâ Moatassim, sont à ce titre édifiants.

6 PERVERSION
Fondé pour permettre l'émergence d'une nouvelle élite politique, le PAM a finalement renforcé ce sentiment de dégoût qu'ont les Marocains vis-à-vis des politiques. Noyés dans la masse, ses militants sincères sont désormais acculés à subir le diktat des notables ruraux et autres opportunistes.

7 OBSTINATION
Le parti s'est assigné comme principale mission de barrer la route aux islamistes. Il a fini par les rendre encore plus forts, en les empêchant de "se normaliser" et en leur offrant une visibilité médiatique jusque-là inespérée. En leur déclarant une guerre sans merci, le parti de l'ami du roi a offert également aux islamistes une occasion en or pour se refaire une virginité sur son dos. ■

PARTI DE TROIS SIÈGES, REMPORTÉS À RHAMNA EN 2007, LE PAM ARRIVE À SE HISSER AU SOMMET DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE EN 2009.

parti". Un point sur lequel toute la classe politique semble plus ou moins d'accord. Membre dirigeant du Mouvement Populaire (MP), parti qui a le plus souffert de l'hégémonie du tracteur (plus de 30% de ses élus locaux ont migré vers le PAM !), Lahcen Haddad abonde également dans le même sens. *"Il faut assainir l'administration, sans pour autant en faire une chasse aux sorcières. Si on connaît des cas flagrants de gouverneurs ou de simples agents d'autorité qui sont d'obédience PAM, il faut les écarter tout de suite sans trop attendre. Le temps presse !"*, enjoint-il. Même son de cloche à l'USFP, où l'on se dit encore *"inquiets de certaines affinités de l'administration avec le PAM"*, selon les propos du militant socialiste Abdelhamid Jmahri.

Aux origines des inimitiés

La création du PAM s'est faite pour contrer les islamistes... mais au détriment des grands partis historiques (USFP et Istiqlal notamment). Tout le monde s'est donc retrouvé perdant dans l'affaire, sauf le PAM bien sûr. Comme mandaté par le boss, le PAM rase tout sur son chemin, rassemblant dans son giron des militants sincères attirés par la nouveauté, mais aussi beaucoup d'opportunistes avides de pouvoir. En moins de trois ans d'existence, le parti de l'ami du roi est devenu la première force politique du pays. Parti de trois sièges gagnés dans son fief à Rhamna en 2007, El Himma arrive deux ans plus tard à déclasser le parti du Premier ministre Abbas El Fassi en nombre de sièges dans l'hémicycle, par le jeu de fusion-absorption et de cooptation de *"créatures politiques transhumantes"* attirées par la proximité avec Si Fouad. Les communales de 2009 seront l'occasion idéale pour El Himma de montrer tout son "art" dans la fabrication de cartes électorales taillées sur mesure. Il part d'un constat amer mais bien réel : pour remporter les élections, les

TNIOUNI

INTERVIEW EL HABIB BELKOUCH MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DU PAM

"Jamais sans El Himma !"

La démission de Fouad Ali El Himma a été refusée par les instances dirigeantes du parti. Est-il toujours actif au sein du parti ? Compte-t-il se présenter aux prochaines élections ?

Bien sûr que nous avons refusé sa démission des deux commissions qu'il présidait, car nous sommes convaincus de la valeur ajoutée de la personne dans notre projet et de son rôle comme membre fondateur du parti. Pour ce qui est de sa candidature aux élections, je vous dirai que personne ne peut répondre à sa place. Il est le seul habilité à clarifier ces questions, et je ne pense pas que Hamid Narjiss ait dit cela. Vous n'avez qu'à attendre le mois de septembre pour savoir !

Le PAM subit depuis quelques mois plusieurs attaques du PJD, du PPS et d'autres partis politiques. Le PJD a même menacé de "boycotter" les élections si le PAM continue à bénéficier du soutien de l'administration territoriale. Que répondez-vous à cela ?

Vous savez que certains partis cherchent des excuses pour justifier leurs faiblesses. Quand on perd des élections, on dit que c'est la fin du PAM, quand on gagne on dit que c'est l'administration qui est derrière. Quand des parlementaires nous quittent pour aller chez les autres partis, c'est l'hémorragie, quand ils nous rejoignent, c'est la transhumance... Le champ politique et partisan a besoin d'une analyse et d'une vision plus sereines et objectives. Les surenchères et la recherche d'excuses à ses propres défaites ne peuvent aider à améliorer la performance des partis et la manière dont ils sont perçus par les Marocains.

Comment vous préparez-vous aux élections, et quel objectif visez-vous ?

Nous nous préparons à une bataille politique dans laquelle nous devons mieux nous positionner en tant que parti, afin de contribuer à la consolidation du projet démocratique dans notre pays et traduire les acquis de la nouvelle Constitution dans la pratique. Dans ce cadre, la commission nationale chargée des élections au sein du parti se réunit à une cadence plus importante pour établir les critères nécessaires au choix des candidats. Un programme électoral est en cours de finalisation et une stratégie de communication est en train d'être élaborée. Notre objectif est de réussir cette échéance et permettre au PAM un positionnement qui lui permettra de jouer un rôle actif et influent dans la vie politique de notre pays.

Parlons un peu des scénarios d'alliance. On a comme l'impression que vos anciens amis, le RNI notamment, vous ont tourné le dos...

Le RNI reste un partenaire stratégique pour nous. Le processus de concertation est lancé et nous avons déjà mis en œuvre des structures de travail avec nos amis du Mouvement Populaire et de l'Union Constitutionnelle pour élaborer les positions communes sur les textes de lois relatifs aux élections, aux partis politiques et à l'observation des élections, et œuvrons à développer les meilleurs stratégies possibles capables de nous faire gagner ensemble cette bataille. Mais nous restons également ouverts sur les autres partis politiques qui partagent avec nous la même vision et les mêmes valeurs. ■

notables ruraux sont indispensables. Il en fera alors son terrain de chasse. Ceux-là se laissent draguer facilement, changent d'étiquette comme on changerait de chaussettes et montent dans le tracteur de Si Fouad. Être au service d'El Himma, c'est être au service du roi ! Les résultats des communales sont sans appel : le PAM arrive premier devant l'Istiqlal et le PJD. En plus des centaines de communes rurales qu'il contrôle désormais, l'homme fait et défait les majorités dans les villes et s'adjuge le contrôle de Tanger et Marrakech, deux grandes villes du royaume, devant le silence complice des autorités et parfois même de la justice. Mission accomplie : le PAM réussit son OPA sur le champ politique et met surtout les islamistes hors jeu. Mais à quel prix ?

AIC PRESS

Proximité. Mohammed VI affiche son amitié avec El Himma. Au grand dam de la classe politique.

Hier convoité, aujourd'hui indésirable

L'obsession électorale a fait perdre beaucoup au PAM. D'abord en termes d'image. Né pour rationaliser le champ politique et réconcilier les Marocains avec la chose publique, le parti du tracteur est désormais assimilé à un parti fourre-tout, un bulldozer sans foi ni loi. Dans la rue, on le compare, dès les premiers bourgeons du printemps arabe, au RCD tunisien de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali. Quant aux islamistes qu'il était censé combattre, ils sont devenus encore plus forts. *« Le PAM a fait, sans le vouloir, le jeu du PJD. En voulant freiner ses élans, il l'a plutôt empêché de se normaliser et l'a mis en ordre de bataille »*, signale Lahcen Haddad. La posture de « victime » dont s'est toujours targué le PJD donne une extraordinaire visibilité médiatique à Abdelilah Benkirane et ses amis, faisant monter en flèche leur cote de popularité. En interne, la situation n'est guère plus reluisante. Les luttes intestines entre le clan des anciens gauchistes et les notables locaux mettent le parti au bord de la scission.

Et la démission de Fouad Ali El Himma ne fait qu'aggraver la situation. Aujourd'hui affaibli, même ses anciens amis se détournent de lui et le scénario, jusque-là ambitieux, de création d'un pôle libéral mené par le PAM, le RNI et le MP s'est vite vaporisé. Remise la semaine dernière sur la table par Salaheddine Mezouar, qui doit au passage le succès de son putsch contre Mustapha Mansouri à l'ami du roi, cette alliance a été tout simplement rejetée par la quasi-majorité des Bleus. Car, aujourd'hui, *« il ne fait pas bon être avec le PAM »*, selon les termes de ce dirigeant du RNI. Idem chez la famille de Mahjoubi Aherdane, qui regarde désormais ailleurs et souhaite *« rassembler les partis de la mouvance populaire »*. Le PAM ? Pas question. *«Ce sera en tout cas difficile d'approuver une telle décision au sein du parti dans la conjoncture actuelle »*, reconnaît Lahcen Haddad. Le PAM, hier convoité, se retrouve seul au monde, hué par la rue, attaqué de toute part, coupé de tout soutien... à moins que Zorro ne revienne ! ■

LES LUTTES INTESTINES ENTRE LES GAUCHISTES ET LES NOTABLES LOCAUX METTENT LE PAM AU BORD DE LA SCISSION.